

## Après le conflit géorgien : une indispensable coopération entre la Russie et l'Occident

Par **Georges Berghezan**, Chercheur au GRIP

29 septembre 2008

### Résumé

En déclenchant les hostilités le 7 août 2008, le président géorgien Saakashvili semble avoir effectué un bien mauvais calcul. Car les armements fournis par Israël, l'Ukraine et plusieurs pays de l'OTAN n'ont pas fait le poids face à la puissance de feu russe. Fortement dépendant de Moscou sur plusieurs plans, l'Occident n'a aucun intérêt à ce que la crise s'envenime. Il devrait dès lors renoncer à ses vieux mythes hérités de la Guerre froide, cesser sa politique d'encerclement de la Russie et promouvoir une véritable coopération.

---

### Abstract

#### **After the Georgian conflict: the necessary cooperation between Russia and the West**

By deciding to bomb South Ossetia on 7th August, Georgian President Saakashvili appears to have heavily erred. Armament provided by Israel, Ukraine and several NATO member States did not measure up to the Russian firepower. Deeply dependent on Moscow in many respects, the West has no interest in a worsening of the crisis. It should therefore give up its old myths inherited from the Cold War, cease its strategy of Russian encirclement and promote a true cooperation.

**E**n lançant, au moment même de l'ouverture des Jeux olympiques de Pékin, ses forces contre la petite région séparatiste d'Ossétie du Sud, le président géorgien Mikheil Saakashvili tentait un coup de force qui semble avoir fait long feu. On ne peut que s'interroger sur les tenants et les aboutissants d'un échec aussi largement prévisible.

Après ceux de l'Abkhazie au printemps, les incidents sanglants se multipliaient en Ossétie du Sud, autre région de Géorgie en état de sécession depuis la proclamation d'indépendance de ce pays issu de la défunte URSS. Le 7 août, après une journée marquée par plusieurs événements graves, ayant fait plusieurs morts côté ossète, le président Saakashvili annonçait un cessez-le-feu unilatéral et proposait des négociations bilatérales à ses adversaires. Quelques heures plus tard, les forces géorgiennes déclenchaient un déluge de feu sur Tskhinvali, la capitale séparatiste. Le lendemain matin, elles pénétraient dans la ville dévastée et le gouvernement de Tbilissi affirmait contrôler la majeure partie des 3.900 km<sup>2</sup> du territoire.

Mais les Géorgiens n'ont guère eu le temps de savourer leur victoire. La riposte russe, qui semblait inévitable après la mort d'au moins une dizaine de membres de sa force de maintien de la paix déployée en Ossétie<sup>1</sup>, ne s'est guère fait attendre. Les troupes de Tbilissi ont dû se retirer de Tskhinvali et de la majeure partie du territoire sud-ossète moins de 48 heures après l'annonce de leur conquête. Par terre, air et mer, Moscou a infligé d'importantes destructions au potentiel militaire de Tbilissi, bien au-delà des frontières ossètes, entraînant de nombreuses « victimes collatérales » parmi la population civile<sup>2</sup>. De leur côté, Ossètes et Russes clamaient que les combats et bombardements nocturnes sur Tskhinvali avaient tué au moins 1.500 civils. Quant aux Abkhazes, ils profitaient de la situation pour reprendre le contrôle de la partie supérieure de la Gorge de Kodori, verrou stratégique perdu en 2006 lors d'une précédente offensive géorgienne qui avait, depuis, bloqué les négociations entre les deux parties.

Après un cessez-le-feu et un « accord en six points » annoncés le 13 août par le président français, assumant la présidence du Conseil de l'Union européenne (UE), l'armée russe maintenait des positions au-delà des régions séparatistes, notamment près du port de Poti et de la ville de Gori, au nom de « mesures additionnelles de sécurité » qu'elle a été autorisée à prendre en attendant l'instauration d'un « mécanisme international de supervision ». Le 8 septembre, les présidents Medvedev et Sarkozy convenaient que le retrait des troupes russes de Géorgie, hors Ossétie et Abkhazie, serait achevé en un mois, pourvu que, dans l'intervalle, des « documents juridiquement contraignants, garantissant le non-usage de la force contre l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud » soient signés. En outre, le président en exercice de l'UE obtenait que, au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre, 200 observateurs civils européens soient déployés dans le pays, à l'exception des régions séparatistes.

Entre-temps, le 26 août, le président Medvedev avait franchi le Rubicon en signant un décret reconnaissant l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, une indépendance avec un parfum d'annexion, étant donné l'octroi de la nationalité russe à une majorité des habitants de ces entités. Un mois plus tard, seul le Nicaragua avait emboîté le pas à Moscou en reconnaissant ces indépendances. On attend avec intérêt le sommet de la Communauté des États indépendants (CEI) du 10 novembre, au cours duquel la Russie devrait demander l'admission des deux entités sécessionnistes, au risque de provoquer de sérieuses dissensions au sein d'une organisation dont la Géorgie a annoncé son retrait le 12 août.

## Une guerre en gestation

Si la « témérité » du régime Saakashvili a pu surprendre, de nombreux facteurs indiquaient depuis plusieurs mois que les risques de déclenchement d'un conflit armé dans la région étaient élevés.

---

1. Sur les forces de maintien de la paix en Géorgie, voir *La Géorgie en guerre : les dessous du conflit actuel*, Céline Francis, Note d'Analyse, GRIP, 13/08/08.

2. A la mi-septembre, le ministère géorgien de la Défense a affirmé que le conflit avait coûté la vie à 370 personnes, dont 188 civils. Selon l'expert militaire géorgien Koba Liklikadze, ce sont environ 400 militaires géorgiens qui ont été tués ou ont été portés disparus pendant la guerre. Côté russe, on reconnaît la perte de 64 militaires.

Après la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo par une majorité d'États membres de l'UE et de l'OTAN, Moscou avait réagi, le 6 mars, en se retirant du régime de sanctions économiques infligé à l'Abkhazie par les États de la CEI, un geste qui serait également justifié par la nécessité de développer les infrastructures requises par les Jeux olympiques d'hiver de 2014, prévus à Sotchi, ville située à quelques kilomètres de cette ancienne république autonome.

Au début avril, le sommet de l'OTAN de Bucarest, fortement divisé sur la question, renvoyait à la fin de l'année l'examen de la demande d'admission de la Géorgie et de l'Ukraine à l'organisation atlantique. Ce report ne satisfaisait que modérément Moscou qui avait prévenu que l'adhésion de la Géorgie signifierait la fin de son intégrité territoriale. Alors qu'une « guerre des drones » envenimait les relations avec la partie abkhaze (7 avions sans pilote de fabrication israélienne abattus selon cette dernière, 2 seulement selon Tbilissi, mais 3 de source militaire israélienne), la période était également marquée par des accusations de survol non autorisé du territoire géorgien par l'aviation russe, plusieurs fusillades entre forces géorgiennes et milices sud-ossètes ou abkhazes, ainsi que par de nombreux attentats à la bombe dans les territoires séparatistes. Le 16 avril, on apprenait que le président sortant Poutine avait ordonné au gouvernement de préparer un plan d'aide à l'Abkhazie et à l'Ossétie du Sud en coopération avec les autorités de ces entités, suscitant la colère de Tbilissi qui y voyait une violation de sa souveraineté et portait la question devant le Conseil de sécurité de l'ONU.

Après que, le 21 mai, le *Parti du mouvement national* de Saakashvili a remporté une majorité absolue au parlement géorgien, à l'occasion d'un scrutin marqué, selon l'OSCE, par de nombreuses « défaillances », à l'image des élections présidentielles du 5 janvier<sup>3</sup>, les bruits de bottes se faisaient de plus en plus intenses. Le 5 juillet, les forces terrestres et aériennes russes entamaient des exercices dans le nord du Caucase. Le 14 juillet, commençaient des manœuvres aéronavales dans la mer Noire, avec la participation des forces de 16 pays, dont 11 de l'OTAN, ainsi que de l'Ukraine et de la Géorgie. Puis, le lendemain, en territoire géorgien, c'était le début d'exercices terrestres, rassemblant essentiellement des soldats américains et géorgiens, avec pour objectif déclaré de « renforcer la coopération et le partenariat entre les forces U.S. et géorgiennes ». Le même jour, le parlement de Tbilissi votait une loi faisant passer les effectifs de l'armée de 32.000 à 37.000 hommes, ainsi qu'une augmentation de près d'un quart du budget de la Défense, ce dernier ayant plus que décuplé depuis l'arrivée de Saakashvili au pouvoir, et frôlant désormais le milliard de dollars<sup>4</sup>.

## Instructeurs sur le terrain

Depuis 2004, la Géorgie s'est en effet lancée dans un programme d'achat massif d'armements en tous genres<sup>5</sup>. Paradoxalement, il s'agit pour l'essentiel de matériel produit en ex-URSS et revendu par les anciens satellites de Moscou passés dans le camp occidental. Mais deux autres pays sont également fortement impliqués, en particulier dans des livraisons d'armement sophistiqué : Israël et les États-Unis. Sous pression de Moscou, qui menaçait de reprendre ses livraisons d'armes à la Syrie et à l'Iran, Israël avait suspendu ses livraisons d'armes offensives, puis, la veille de l'offensive géorgienne, a imposé un embargo militaire total à la Géorgie. Les États-Unis, au contraire, ont laissé entendre qu'ils poursuivraient leur soutien militaire à Tbilissi. Et, dès la fin août, Moscou accusait Washington d'utiliser les navires de guerre qui apportaient de l'aide humanitaire dans les ports géorgiens de la mer Noire pour également livrer des armes. Le 9

---

3. Le 5 janvier, Mikheil Saakashvili a remporté 51,71 % des voix aux élections présidentielles, alors que son parti s'est imposé par 59,18 % des voix aux législatives du 21 mai. L'opposition a dénoncé des scrutins truqués, tandis que l'OSCE relevait, notamment, de nombreuses intimidations et « d'importantes défaillances procédurales » dans le comptage des votes.

4. Soit environ 10 % du PIB, ou encore le plus fort pourcentage parmi les 56 États membres de l'OSCE. A la mi-septembre, le gouvernement demandait une nouvelle « rallonge » du budget de la Défense, représentant plus de 10 % de celui approuvé en juillet, officiellement pour réhabiliter les infrastructures endommagées par les forces russes.

5. Voir *Les pyromanes du Caucase, Les complicités du réarmement de la Géorgie*, Luc Mampaey, Note d'Analyse du GRIP, 26 septembre 2008 sur [www.grip.org](http://www.grip.org).

septembre, la Russie a introduit auprès du Conseil de sécurité de l'ONU un projet de résolution interdisant les livraisons d'armes à la Géorgie, embargo rejeté par Washington qui annonçait au même moment l'envoi d'une mission du Pentagone pour évaluer les besoins militaires géorgiens.

En outre, Israël et les États-Unis ont entrepris depuis plusieurs années un vaste programme de formation de l'armée géorgienne, notamment par le biais des services israéliens du *Shin Bet* et des firmes privées de sécurité *Cubic*, dont le siège est en Californie, *MPRI* et *American Systems*, qui sont elles basées en Virginie. Lors de la guerre du mois d'août, plusieurs centaines d'instructeurs de ces deux pays étaient présents dans le pays et, selon diverses sources, certains auraient directement participé aux combats, ou même été tués dans les rues de Tskhinvali lors de la riposte russe. De plus, selon un haut responsable géorgien, des instructeurs français et allemands ont également pris part à divers programmes de formation.

Dans ces conditions, il est difficile d'imaginer que l'aventure de Saakashvili n'ait été approuvée en haut lieu. Étant donné le nombre de militaires américains encadrant l'armée géorgienne, il est improbable que le Pentagone ou la Maison Blanche n'aient pas été au courant d'une opération soigneusement préparée à Tbilissi. On ne peut dès lors que s'interroger sur les motivations de Washington : a-t-elle eu la naïveté de croire que Moscou ne réagirait pas, voulait-elle « booster » la campagne du candidat républicain à la présidence, serait-ce un nouvel épisode de la rivalité entre « faucons » (Cheney) et « colombes » (Rice), s'agissait-il de tester les capacités militaires russes, de susciter un soutien accru à la candidature géorgienne à l'OTAN ? Certes, le conflit a permis à Washington d'arracher l'aval de la Pologne à l'installation du système antimissile sur son territoire, au grand dam de Moscou qui se sent directement visée par ce déploiement. Mais l'avancée semble maigre au regard du séisme géostratégique provoqué par la crise géorgienne, assimilée à un retour de la « Guerre froide » par certains observateurs.

## Une profonde interdépendance

Pourtant, l'Occident ne peut se payer le luxe d'un conflit ouvert avec la Russie, qui pourrait considérablement compliquer l'opération de l'OTAN en Afghanistan en cessant son aide logistique ou en convaincant ses alliés d'Asie centrale de refuser de continuer à servir de bases arrière et de couloirs aériens aux forces occidentales. De plus, une Géorgie stabilisée semble indispensable aux États-Unis. En cas de guerre avec Téhéran, une bonne partie des bombardiers de ce pays – voire d'Israël – décolleraient de bases du sud de la Géorgie, à 200 km de la frontière septentrionale de l'Iran. L'oléoduc BTC et le gazoduc BTE, en provenance de la Caspienne, entrés en service en 2006, sont des pièces maîtresses de la stratégie énergétique de Washington – notons que la force aérienne russe a épargné leurs tronçons géorgiens. En outre, d'ici 2013, le gazoduc Nabucco devrait alimenter l'Europe occidentale en gaz d'Azerbaïdjan, après transit par la Géorgie. Bref, la raison semble écarter toute politique de confrontation avec Moscou. Constatant l'interdépendance entre l'UE et la Russie, le Conseil européen déclarait d'ailleurs le 1<sup>er</sup> septembre qu'« il n'y a pas d'alternative souhaitable à une relation forte, fondée sur la coopération, la confiance et le dialogue ».

Si l'Occident a placé beaucoup trop d'œufs dans le panier géorgien pour pouvoir le transformer en champ de bataille, la Russie n'aurait pas non plus grand bénéfice à retirer d'une aggravation de la crise. Son économie convalescente a le plus grand besoin de stabilité et d'échanges dynamiques avec l'Europe occidentale. Certains pays amis, comme la Chine, mais aussi la Serbie, ne semblent guère avoir apprécié la reconnaissance des indépendances abkhaze et sud-ossète, un nouveau coup de canif dans le droit international après le précédent kosovar. Et, sur le plan du prestige, une annulation des olympiades de Sotchi – pour cause d'insécurité dans le Caucase, par exemple – serait certainement vécue comme une profonde humiliation par le Kremlin.

Toutes les parties ont donc intérêt à trouver un terrain d'entente, les oppositions idéologiques n'ayant plus cours dans les relations est-ouest. Si Moscou doit encore montrer sa volonté d'appliquer intégralement l'accord de cessez-le-feu et de contribuer positivement à un processus de pacification de tout le territoire géorgien, la balle est avant tout dans le camp occidental, où les voix modérées devraient avoir le dessus sur celles des apôtres de l'encerclement de l'empire russe. En particulier, à Bruxelles et Washington, on devrait cesser les ventes d'armes à un régime qui a démontré son imprévisibilité, veiller à « calmer le jeu » en Ukraine et dans la mer Noire, renoncer à tout nouvel élargissement de l'OTAN aux frontières de la Russie et, finalement, se résoudre à la multipolarité du monde du XXI<sup>e</sup> siècle.

\* \* \*

### **Mots clés :**

Abkhazie, conflit géorgien, encerclement, États-Unis, Géorgie, Ossétie du Sud, Russie

### **Citation :**

BERGHEZAN Georges, *Après le conflit géorgien : une indispensable coopération entre la Russie et l'Occident*, Note d'Analyse du GRIP, 29 septembre 2008, Bruxelles.

URL : <http://www.grip.org/bdg/pdf/g0907.pdf>